

Un lâcher de ballons pour protester contre une heure de « travail gratuit »

La colère des professeurs, contre l'imposition d'une heure de travail non payée, prend de l'ampleur dans le Valenciennois. Depuis la rentrée 2012-2013, les enseignants qui dispensent des cours dans des classes à effectif réduit sont dans l'obligation d'assurer une heure supplémentaire, cette dernière n'étant guère payée.

Afin de protester contre cette mesure mise en place par Marie-Jeanne Philippe, l'ex-rectrice de l'académie de Lille, les enseignants du lycée du Pays de Condé ont organisé un lâcher de ballons sur le parvis de l'établissement hier matin.

Professeur de physique, Sophie Rohrmann est particulièrement touchée par cette mesure, qu'elle estime d'autant plus injuste qu'elle ne concerne que l'académie de Lille : « La symbolique de cette action, c'est que nos espoirs et nos heures s'envolent, en même temps que ces ballons », déplore celle qui enseigne au lycée condéen depuis vingt ans maintenant.

Devant le rectorat aujourd'hui

Un geste symbolique avant une action coup de poing ? Tout dépendra de la manifestation prévue aujourd'hui à Lille devant le rectorat. Parmi les manifestants, on devrait trouver une majorité des professeurs du lycée de Condé, mais également ceux du lycée de l'Escaut qui ont obtenu lundi une entrevue au rectorat, restée pour l'instant sans suite. Dans le cortège, les enseignants du lycée Jules-Mousseron de Denain devraient également



Après le lâcher de ballons symbolique, les enseignants condéens poursuivent leur mobilisation devant le rectorat cet après-midi.

faire entendre leurs voix après une grève le jeudi 15 novembre. La grève, il en était justement question mardi matin dans les rangs des professeurs du lycée du Pays de Condé. « Ce sera envisageable si l'on n'obtient aucune réaction de la part du rectorat », admet Karine De Preester, professeur d'histoire-géographie.

Ce que regrettent les enseignants, c'est que l'arrivée d'un nouveau recteur lors de la précédente rentrée n'ait guère changé la donne. « Le changement c'est du vent. On espérait un dialogue social un peu plus apaisé, mais ça n'a pas été le cas », soupire Sophie Rohrmann.

Alors que 580 suppressions de poste ont déjà été déplorées à la rentrée, le corps enseignant estime que cette heure de « travail gratuit » pourrait permettre d'offrir des postes à de jeunes enseignants. « Ces restrictions budgétaires se font au détriment de l'enseignement. Travailler en groupe, c'est préconisé par la réforme. On l'applique, mais on nous sanctionne », conclut Sophie Rohrmann.

Outre les professeurs et quelques élèves, Gérard Foubert, conseiller municipal (PCF) de Condé-sur-l'Escaut, était présent mardi « par solidarité ». ■ MARIE BOUREY